

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
 75014 PARIS - FRANCE
 TÉL. 320.36.20
 C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 482 NICARAGUA: L'ÉCHEC DE L'INSURRECTION NATIONALE

Le 20 septembre 1978, la chute d'Estelí, dernière ville aux mains des insurgés du Front sandiniste de libération nationale, marquait la fin de l'insurrection armée déclenchée le 6 septembre précédent. La reprise en mains de la situation par la Garde nationale se solde, selon les chiffres approximatifs de l'opposition, par 5.000 civils tués et 20.000 blessés. Les pertes des guérilleros sont, semble-t-il, minimes et celles de la Garde nationale inconnues.

Nous donnons dans l'ordre chronologique quelques documents significatifs de cette période:

I- la lettre ouverte envoyée au président des Etats-Unis par le clergé du pays, en continuation du message précédent de la Conférence épiscopale (cf. DIAL D 470);

II- un extrait d'un document émanant des milieux d'opposition et analysant les causes de l'échec de la stratégie d'insurrection;

III- la lettre de démission du représentant du gouvernement nicaraguayen auprès de l'ONU, adressée à M. Aguirre, colombien, actuel président de l'assemblée générale des Nations-Unies.

(Note DIAL)

I- LETTRE OUVERTE DU CLERGE NICARAGUAYEN AU PRESIDENT CARTER (15 septembre 1978)

Monsieur le Président,

En tant que membres du Conseil presbytéral du diocèse de Managua, représentant le clergé diocésain, et que membres du Comité directeur de la Conférence nationale des religieux, représentant l'ensemble des ordres et congrégations religieuses de Nicaragua, nous nous adressons à vous pour vous faire part de notre position face à la situation qui est aujourd'hui celle du Nicaragua et face au rôle qu'y jouent les Etats-Unis.

1- La situation actuelle du Nicaragua et les perspectives en cas de permanence du régime du général Somoza

La communauté internationale est au courant de la crise grave que traverse notre pays. Depuis un peu plus d'un an, le régime du général Somoza affronte une situation de conflit de plus en plus dure. De ce fait, le peuple nicaraguayen est devenu victime d'une répression d'une violence jusqu'alors inconnue: le mitraillage aveugle des populations civiles dans plusieurs villes, l'exécution sommaire d'insurgés faits prisonniers, la mort sous la torture de personnes détenues, les perquisitions sans mandat dans de nombreux foyers avec violences physiques et vols d'objets, la torture en public par la Garde nationale sur la personne de jeunes, en particulier, qui participaient à des manifestations, ainsi que d'autres formes de répression.

La cause première de cette situation se trouve dans la violence institutionnelle sur laquelle repose le gouvernement actuel. La mise en oeuvre de cette violence a, en de nombreuses occasions, privé le peuple nicaraguayen de la

possibilité d'être l'agent de son histoire moyennant des élections libres. Comme pasteurs, nous ne pouvons moins faire que regretter cette situation douloureuse. Mais nous serions sérieusement préoccupés si le général Somoza devait continuer au pouvoir. Cela tient à l'impossibilité structurelle de changements significatifs pour le pays et, donc, au fait que la seule voie ouverte au pouvoir en place est celle de la contrainte sanglante. Il s'agit d'un régime qui est en soi porteur de mort. Nous au contraire, en disciples du Christ, nous voulons que le peuple ait la vie et qu'il l'ait en abondance.

Pourquoi parlons-nous d'incapacité gouvernementale à opérer des changements significatifs?

Si nous prenons l'agriculture et considérons la situation des paysans - secteur majoritaire de la société, nous disons qu'il est impossible, sous le régime actuel, d'envisager une réforme agraire appropriée. Celle-ci serait profitable aux familles de paysans et à l'économie nationale en raison de la relance qu'elle supposerait. Mais ce n'est pas le général Somoza qui va, pour cela, disposer de ses terres ou de celles de ses proches parents; il ne va pas non plus prendre celles des chefs d'entreprises agricoles qui s'opposent à lui car, ce faisant, il approfondirait le fossé qui le sépare d'eux et aggraverait en conséquence la crise politique du Nicaragua. L'attribution de terres moins productives ne serait pas un remède efficace.

Quant à l'industrie, à l'heure de la crise du modèle d'intégration et alors que s'achève l'expansion artificielle due au tremblement de terre, elle se trouve dans des conditions difficiles qui affectent aussi bien les chefs d'entreprises que les travailleurs. Plutôt que favoriser le développement industriel par des stratégies adaptées, c'est à le freiner que le gouvernement s'applique.

Nous pourrions également parler de la corruption dans l'administration, de la question du revenu national, des problèmes liés à la dette extérieure, du climat d'incertitude dans l'économie nationale, de la fuite accélérée des capitaux, etc.

La crise économique dans laquelle sombrerait le pays, à l'évidence, au cas où continuerait le système actuel, viendrait en renfort des divers courants d'opposition; ceux-ci seraient ainsi mis en état de porter au régime des coups de plus en plus sévères. Pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement se verrait contraint de recourir à la terreur généralisée. La Garde nationale poursuivrait ses opérations contre la population nicaraguayenne, laquelle ne renoncerait évidemment pas à son espoir d'édifier une société juste, ayant la vérité pour fondement et la liberté comme signe. Dieu, qui crée l'homme à son image et à sa ressemblance, a créé la terre et tout ce qu'elle renferme pour que tous les hommes en profitent; afin que les biens créés soient équitablement répartis, il donne à ses enfants le pouvoir de transformer et de perfectionner le monde en toute solidarité.

Il nous est impossible de continuer dans cet état de douleur, d'incertitude et d'angoisse. Il faut de toute urgence trouver une issue positive nous permettant de reconstruire la société sur de nouvelles bases morales et civiques, au plan social et politique.

2- Instauration d'une démocratie véritable

Pour justifier l'impossibilité du changement de la situation actuelle, on rabâche aujourd'hui comme hier l'argument anticommuniste. Mais les évêques latino-américains nous ont avertis à Medellín que, pour de tels gouvernements, "il est très facile d'avancer des semblants de justifications idéologiques (comme l'anticommunisme) ou pratiques (comme la préservation de l'ordre) pour sauver

la face" (Medellin II, 6). Tragique réalité que celle du somozisme! Ce régime dépouille les paysans de leurs terres pour empêcher les communistes de les condamner aux travaux forcés! Il pratique une concurrence déloyale envers l'initiative privée pour retirer aux communistes des sources de financement! Il jette en prison les militaires dissidents pour empêcher ceux-ci de faire le jeu du communisme! Au Nicaragua, il est très difficile de trouver un secteur social qui n'ait pas été, de la part du groupe au pouvoir, traité d'une façon ou d'une autre de communiste ou d'instrument du communisme. Il a même été dit de votre gouvernement, Monsieur le Président, qu'"il est aux mains de gauchistes, de communistes" (Journal "Novedades" du 3 septembre 1978, p. 3).

Nous avons besoin d'une vraie démocratie. Elle est possible. Nous avons le potentiel humain suffisant et capable pour la mettre en oeuvre. L'ensemble du peuple de Nicaragua, à tous les niveaux, aspire à la démocratie véritable dont il a toujours rêvé. Avec une envie non dissimulée, il l'aperçoit de loin dans le contact quotidien avec les nations sœurs. Pour l'obtenir nous payons le prix fort: le sang et le sacrifice de nombre des meilleurs enfants de la patrie. Avec tristesse nous voyons l'agonie se prolonger et le prix se multiplier.

Notre désir de société nouvelle est dans la ligne de la Conférence épiscopale de Nicaragua qui a réclamé "clairement un nouvel ordre social et politique rendant possibles des conditions de vie humaine pour la majorité de notre peuple dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de l'habitat, du travail, de la terre, des salaires et des droits de l'homme (...) Le commandement de l'amour fraternel signifie établir un état de choses où prévalent les valeurs évangéliques de l'amour, de la vérité et de la justice traduites en ordre politique, social et économique conforme au plan de Dieu" (message de la Conférence épiscopale, 2 août 1978)(1). Dans le même esprit, notre archevêque, Mgr Miguel Obando y Bravo, et le Conseil presbytéral s'interrogeaient: "Comment ne pas contribuer généreusement à faire cesser le deuil et l'angoisse, la mort et la haine, à redonner à la population la paix, le dialogue des civilisés, l'enthousiasme de la participation à sa propre histoire, et la joie fraternelle d'assumer son destin?" (message de Mgr l'archevêque et de son conseil presbytéral dans la situation actuelle du pays, 3 août 1978).

3- Nos exigences face à votre gouvernement

Dans cette recherche généreuse d'un Nicaragua modelant son histoire, nous exigeons de votre gouvernement, au nom de la démocratie véritable, au nom du sentiment chrétien le plus profond et en tout respect pour la qualité de gouvernant dont vous êtes investi, qu'il soit mis en terme avec la promptitude qu'appelle le cas à l'aide en tous genres accordée au régime du général Somoza, puisque même les aides à l'éducation et à l'agriculture sont en dernière analyse utilisées pour réprimer le peuple. Ce faisant, vous rendrez un service inestimable au peuple nicaraguayen et vous lui donnerez de vous-mêmes une image améliorée propre à faire oublier les débuts du gouvernement des Somoza. Il y a peu, Monsieur le Président, vous avez affirmé l'intention de votre gouvernement de respecter l'autodétermination des peuples. Nous vous demandons aujourd'hui de tenir parole en n'aidant plus d'aucune façon le gouvernement du général Somoza.

Comme pasteurs au service du peuple dont nous partageons les joies et les pleurs, les réalités et les espoirs, nous vous demandons en toute hypothèse d'apporter, au plan international, votre soutien aux justes revendications de ce noble peuple à la recherche dramatique d'une issue vraiment démocratique à la situation actuelle.

Le Nicaragua, pour sa part, suivant en cela l'exemple du Christ, continuera courageusement à s'opposer à l'égoïsme et à l'injustice, au plan tant individuel

que collectif. Le progrès du pays comme contribution à un meilleur ordonnancement de la société humaine, a quelque chose à voir avec ce royaume de Dieu dans lequel, à la fin des temps, "Dieu essuiera toute larme de leurs yeux: de mort il n'y en aura plus; de pleur, cri et de peine il n'y en aura plus, car l'ancien monde s'en est allé" (Apocalypse 21,4).

Conseil prebytéral du diocèse de Managua
Comité directeur de la Conférence nationale des religieux

II- STRATEGIE ET ECHEC DE L'INSURRECTION (Extraits de "Evaluation provisoire" du 24 septembre 1978)

(...)

Le soulèvement insurrectionnel de Matagalpa, qui s'est produit dans les jours précédents (2), révèle un manque de synchronisation entre les éléments dirigeants du Front sandiniste de libération nationale. Il semble ressortir de l'analyse des informations partielles actuellement disponibles que l'insurrection de Matagalpa a correspondu à une situation locale conjoncturelle: il y aurait eu une prédisposition notoire à l'insurrection parmi l'élément jeune et populaire, plutôt qu'un plan préparé et appliqué en vertu duquel cependant, face aux événements, des éléments du Front sandiniste (GPP) (3) sont intervenus pour soutenir les insurgés.

La réalisation d'une grève "chaude", c'est-à-dire accompagnée d'une agitation politique agressive, semble être davantage le fait des départements hors capitale; par contre, à Managua, la grève a été plutôt limitée.

C'est le samedi 9 septembre à 18 H qu'est déclenchée l'attaque simultanée du Front sandiniste de libération nationale dans les villes de Managua, Masaya, León, Chinandega et Estelí. Il faut souligner tout particulièrement le fait de la coordination et synchronisation entre les différentes opérations, signe de discipline absolue et de capacité d'organisation non négligeable. Le moment semble choisi, alors que la tension de la grève se relâchait et était en voie d'épuisement, laissant ainsi la place de premier plan à l'action armée. On ne dispose pas encore des données suffisantes pour pouvoir déterminer exactement le degré de participation des différentes tendances du Front sandiniste de libération nationale dans cette offensive armée; on peut seulement dire qu'elles ont toutes participé au combat, mais avec la prédominance de la tendance "terceriste" sur le plan conceptuel et insurrectionnel.

La séquence des événements est connue. D'une analyse objective mais tout à fait provisoire, par manque d'éléments d'information, on peut déduire l'existence du plan d'action suivant: l'attaque coordonnée de Managua et des autres

(2) Ce soulèvement populaire a eu lieu fin août 1978, en prélude à l'insurrection générale du 6 septembre suivant (N.d.T.).

(3) On sait depuis octobre 1977 que le Front sandiniste de libération nationale se partage en trois tendances: 1) La tendance "terceriste", majoritaire, qui est favorable à l'action militaire immédiate et qui prône l'alliance de toutes les forces d'opposition au sein d'un Front élargi d'opposition; 2) La tendance "Guerre populaire prolongée" (GPP) qui prône la lutte armée à long terme de façon à favoriser la conscientisation parallèle de la classe ouvrière et paysanne; 3) La tendance "prolétarienne", regroupant les "idéologues", qui vise à la formation d'un parti ouvrier de type marxiste-léniniste, et qui s'oppose à la stratégie du front élargi d'opposition. (N.d.T.).

villes visait à fragmenter la capacité défensive et répressive de la Garde nationale en la contraignant à éparpiller ses forces. Les attaques contre les villes devaient se doubler de l'attaque à la frontière sud (4) par où était supposé entrer l'armement lourd du Front sandiniste et la force militaire permettant de maîtriser Rivas et même Granada. Grâce au contrôle ainsi obtenu sur les principales villes du Pacifique, il devenait possible de délimiter un territoire et d'y former un gouvernement provisoire; celui-ci aurait été à même de procéder plus efficacement à une mobilisation nationale et internationale, sur la base d'une reconnaissance par des nations comme le Venezuela, le Panama et, peut-être, le Costa Rica, ce qui aurait eu pour effet de neutraliser toute intervention du CONDECA (5).

Dans "l'échec" de ce plan, si tant est qu'on puisse parler ainsi, c'est l'échec de l'attaque par la frontière sud qui a été déterminant. D'après les informations, le mardi 12, la Garde nationale repousse une attaque à la frontière sud. On ne dispose pas de nouvelles plus précises sur cette action. Mais il est évident que cela retarde l'ensemble de l'opération, laquelle est reprise sur une plus grande échelle le dimanche 17 avec trois colonnes aux ordres de combattants expérimentés du Front sandiniste. Mais la Garde nationale est alors en état de déplacer ses forces lourdes car elle a eu le temps de désarticuler les soulèvements dans plusieurs départements. Les raisons ne sont pas claires pour lesquelles l'insurrection de Managua se limite en général aux attaques du samedi 9 septembre et du dimanche 10.

Quoiqu'il en soit, la Garde nationale ne tombe pas dans le piège de la dispersion; elle semble prendre la mesure de chaque situation locale et monte en conséquence son plan de riposte. Managua étant de nouveau sous son contrôle, elle laisse le Front sandiniste contrôler León, Chinandega et Estelí et elle concentre ses forces d'abord sur Masaya, la ville la plus proche de la capitale et stratégiquement bien placée par son ouverture vers le sud et ses liaisons avec Carazo, Jinotepe et Diriamba. Ensuite seulement elle progresse pas à pas avec la même tactique, en direction de León, de Chinandega et, pour finir, d'Estelí restée isolée.

Une fois le plan arrêté et la preuve faite qu'il peut être appliqué sans accrocs particuliers, l'attaque de la Garde nationale est simple et brutale: ouvrir la route à feu et à sang, avec toute la puissance d'armement possible sans tenir compte des pertes en vies humaines et en biens chez les civils sans défense. L'escalade dans l'horreur augmente progressivement pour culminer à Estelí. Dans son opération nettoyage, la Garde nationale ne combat pas: elle choisit le génocide. Dans l'écrasement des forces insurrectionnelles, il faut souligner l'utilisation sanguinaire de l'artillerie et de l'aviation.

Du côté du Front sandiniste, on retrouve partout les mêmes caractéristiques: sa capacité de coordination, sa lucidité au combat et le fait qu'en chaque endroit l'essentiel de ses forces disparaît avant l'arrivée de la Garde nationale apparemment sans pertes excessives. Dans quelles directions? Pour le Honduras on parle de l'entrée d'une colonne de quatre-vingt-trois sandinistes, et de quelques autres au Costa Rica.

Un résumé aussi sommaire passe cruellement sous silence l'effort combatif ainsi que le coût en vies humaines, en blessés et en destructions. Il laisse aussi sans réponse un certain nombre de questions sur divers aspects du combat. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une première analyse provisoire.

(...)

(4) Du côté du Costa Rica, entre la côte Pacifique et le Lac de Nicaragua (N. d. T.).

(5) Le "Consejo de Defensa Centroamericano" (CONDECA) a été créé en août 1964 comme première organisation militaire à vocation régionale sous influence nord-américaine (N. d. T.).

III- LETTRE DE DEMISSION DE L'AMBASSADEUR DE NICARAGUA AUPRES DE L'ONU (28 sept.)

Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous, l'esprit brisé de douleur par la tragédie du peuple nicaraguayen que je représente au titre de l'opposition, telle qu'elle est exercée par le Parti conservateur de Nicaragua et qu'elle est prévue par notre Constitution. Personne ne doit surtout oublier, je tiens à le souligner, que les délégués ici présents sont nommés par leur gouvernement respectif pour représenter et défendre les intérêts de leur peuple car ce n'est pas pour rien que cette organisation internationale porte le nom de "Nations-Unies" et non celui d'organisation d'Etats ou de gouvernements unis.

Dès 1975 le Parti conservateur de Nicaragua déclarait dans un manifeste aux citoyens: "L'arbitraire du régime somoziste a atteint des limites intolérables. Le peuple est victime de misère économique, d'injustice sociale et de répression politique. Sous prétexte de subversion communiste, une situation de terreur a été créée dans le secteur rural en particulier, sur laquelle le silence s'est fait grâce à une censure implacable de la presse, de la radio et de la télévision. La corruption administrative, la décomposition de la justice et le désastre des services publics se constatent à tous les niveaux de gouvernement".

Mais il n'est pas de mon propos de retenir votre attention en parlant seulement au nom du parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir. Ce n'est pas non plus mon intention de faire l'apologie de situations politiques particulières, propres aux structures partisans traditionnelles de mon pays. Je suis mû par un dessein de la plus haute transcendance historique et de la plus grande résonance humaine: demander la justice pour un peuple conduit à l'extrême du sacrifice pour la satisfaction d'une autocratie obscurantiste à vocation de permanence et d'aliénation de la chose publique.

Au cours des derniers mois, le monde a pu voir avec stupeur comment un gouvernement qui a, par ses actions, perdu toute trace de représentativité, déclenche une répression brutale contre un peuple qui offre généreusement et désespérément son sang sur l'autel de la liberté. Pour cette raison, Monsieur le Président, à cause de tant de sang répandu, parce que je me dois au peuple de Nicaragua et parce que c'est ce peuple qui me maintient dans la position que j'occupe, je ne peux en conscience rester silencieux. Il est de mon devoir impérieux de joindre ma voix aux dénonciations déjà faites, ici même, sur les atrocités commises par les forces de répression au service du régime dynastique et anti-national du dictateur Anastasio Somoza.

Monsieur le Président, au nom du peuple de Nicaragua, je dénonce la disparition de centaines de paysans nicaraguayens sans défense, ainsi que les tortures et les assassinats dont d'innombrables citoyens ont été victimes dans les geôles de la dictature, à Managua et dans d'autres villes du pays.

Je dénonce la répression criminelle et systématique déclenchée par le régime de Somoza pour saper l'indignation des citoyens après que les sbires de Somoza eurent assassiné dans les rues de Managua M. Pedro Joaquin Chamorro, faisant ainsi de lui le martyr des libertés publiques en Nicaragua (6).

Je dénonce la complicité du système judiciaire corrompu de la dictature permettant de couvrir les vrais auteurs de ce crime répugnant.

Je dénonce le massacre impitoyable des habitants du quartier de Monimbo, dans la ville de Masaya, berceau de l'artisanat national, réduit indomptable de la grandeur et du prestige indien, symbole sacré du caractère nicaraguayen le plus pur.

Je dénonce la profanation des églises, les outrages envers les ministres de l'évangile du Christ, en violation flagrante des sentiments religieux du peuple nicaraguayen.

Je dénonce les mitraillages et bombardements aveugles déclenchés par l'aviation militaire de la tyrannie contre les populations civiles de Masaya, León, Chinandega, Jinotepe, Diriamba, Rivas, Estelí et Matagalpa.

Je dénonce la destruction presque totale de Masaya et d'Estelí, cette dernière ville méritant désormais le titre peu enviable de Guernica américaine.

Je dénonce les exécutions sommaires d'adolescents, de femmes et d'enfants dans les rues de León, Chinandega et Estelí.

Je dénonce les agissements cruels et inhumains des forces de répression dont la barbarie est allée à l'extrême de mitrailler les ambulances de la Croix-Rouge en pleine opération de secours.

Je dénonce le recrutement et l'utilisation de mercenaires étrangers pour mettre en oeuvre le génocide du peuple nicaraguayen.

Je dénonce le comportement partial de certains grands moyens d'information nord-américains qui taisent le fait irréfutable que, parallèlement à la lutte armée - à laquelle ils attribuent systématiquement une certaine connotation idéologique, un mouvement civique et démocratique s'est développé au Nicaragua pour faire tomber la dictature, mouvement qui a le soutien de toutes les forces vives de la société nicaraguayenne.

Je dénonce la complicité silencieuse de tous ceux qui, durant les quarante-cinq dernières années, ont installé, soutenu et équipé la dynastie des Somoza et qui, à ce point des événements, ont affiché une neutralité en laquelle ne peut croire aucun nicaraguayen qui se respecte.

Je dénonce également comme erronée et sans fondement la crainte que ces mêmes personnes nourrissent vis-à-vis du mouvement démocratique et civique dont le peuple nicaraguayen est le protagoniste, en pensant que ce mouvement puisse déboucher sur l'extrémisme.

Je dénonce l'hypocrisie puritaine de ceux qui parlent de droits de l'homme mais qui se taisent devant la génocide commis par la tyrannie somoziste à l'encontre du peuple nicaraguayen.

Je dénonce le plan du dictateur Anastasio Somoza consistant à se retirer apparemment du pouvoir en 1981 pour mieux satisfaire les ambitions dynastiques de son fils auquel il donne le commandement des Forces armées.

En faisant ces dénonciations, je me fais le porte-parole du cri unanime du peuple de Nicaragua: "Dehors, Somoza!". Qu'il s'en aille et nous laisse vivre en paix, de sorte que nous puissions reconstruire notre patrie et en faire une vraie démocratie dont tous les nicaraguayens soient fiers! Qu'il s'en aille pour que le Nicaragua puisse redevenir une République! Qu'il s'en aille en des terres étrangères pour que nous puissions réaliser l'idéal de notre Rubén Darío: "Modeste est la patrie, mais grand celui qui la rêve!"! Nous voulons pour notre pays un gouvernement des nicaraguayens pour les nicaraguayens, perspective que n'a à craindre aucune autre nation, proche ou lointaine.

Aux gouvernements des nations soeurs de Costa Rica, de Paname et de Vénézuéla qui ont fait d'immenses efforts pour éviter le bain de sang dont le seul responsable est le dictateur Somoza, nous adressons le témoignage de la gratitude immortelle du peuple nicaraguayen.

Je tiens également à attirer avec urgence votre attention sur le fait que des milliers de nicaraguayens, fuyant les horreurs de la guerre et de la répression de la dictature somoziste, ont cherché refuge dans les pays voisins, principalement au Costa Rica et au Honduras. Leur situation douloureuse mérite d'être immédiatement aidée par les organismes internationaux.

Enfin, Monsieur le Président, il convient de nous demander si le monde continuera de se taire devant la perspective macabre de l'extermination d'autres milliers de nicaraguayens par l'atroce fléau de la guerre auquel se réfère le préambule de la Charte des Nations-Unies. Sera-t-il permis que se répètent impunément les situations dantesques de Masaya, León, Chinandega et Estelí, pour la satisfaction des ambitions de celui qui prétend continuer de gouverner le Nicaragua comme son patrimoine personnel, en se retranchant derrière une constitutionnalité qu'il ne respecte que dans la mesure où cela convient à ses intérêts personnels?

Cela ne suggère ni n'implique de devoir arriver à une intervention unilatérale ou multilatérale, car l'histoire de Nicaragua est déjà riche en expériences qui montrent le caractère négatif de l'interventionnisme. Pour corroborer cette assertion, il suffit de rappeler que le régime dynastique dont souffre mon pays depuis quarante-quatre ans est précisément le fruit illégitime de la dernière intervention étrangère, ainsi que l'a déclaré récemment une personnalité du Parti conservateur de Nicaragua: "Somoza est le dernier marine laissé par les américains".

Au milieu du 19^e siècle, le peuple nicaraguayen a été le protagoniste d'un épisode qui, dans notre histoire patriotique, est connu sous le nom de Guerre nationale, et qui a culminé dans l'expulsion du tyran étranger William Walker. En 1927, Augusto Cesar Sandino, le général des hommes libres, a brandi dans nos montagnes ségoviennes le drapeau de la dignité nationale et il a héroïquement combattu contre la soldatesque envahisseuse (7). Ces exemples d'héroïsme légendaire du peuple nicaraguayen permettent de comprendre que c'est ce même esprit indomptable et courageux qui a inspiré les journées rédemptrices de 1978, lesquelles aboutiront très bientôt à la victoire totale contre la dynastie vorace et oppressive d'Anastacio Somoza.

Je profite de l'occasion, Excellence, pour vous féliciter de votre élection méritée à la présidence de l'Assemblée générale des Nations-Unies au cours de sa 33^{ème} session, et pour vous exprimer mes sentiments de haute et distinguée considération.

Enrique Pagagua Fernández

(7) C'est de lui que le Front sandiniste de libération nationale tire son nom (N. d. T.).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441